

Animation des IDG : premières approches collectives

Les cinquièmes rencontres des dynamiques régionales se sont tenues début juin à Orléans, accueillies par GéoCentre et ses partenaires. L'événement se professionnalise et accueille de plus en plus de participants (plus de 200 cette année), tous acteurs actifs dans la constitution d'une infrastructure de données géographiques (IDG) régionale. Les premières briques d'une réflexion collective émergent sur des thèmes comme la structure juridique, les portails Internet et les référentiels achetés.

Pour la première année, ces rencontres des dynamiques régionales, initiées et organisées par l'Afigeo, sont allées bien au-delà de la présentation des expériences de chacun. Désormais, les acteurs des différentes régions se connaissent et se reconnaissent, tous chargés de mettre en place et d'animer une infrastructure de données géographiques (IDG).

Même si certains exposés ont permis de détailler les savoir-faire de quelques structures (la gestion des risques, de l'eau...), la plupart des interventions et débats ont porté sur les questions très pratiques de l'organisation des IDG : quelle structure choisir ? Quels achats financer ? Comment gérer les rapports entre services de l'État et collectivités ? Comment exister aux côtés de démarches nationales ? Quelles fonctions proposer dans son site Internet ? Etc. Même si ces questions sont récurrentes depuis plusieurs années, elles font enfin l'objet d'une véritable réflexion globale, alimentée par plusieurs enquêtes. Car le nombre grandissant d'initiatives (pour la première fois, toutes les régions métropolitaines étaient représentées) permet de mener des analyses mieux quantifiées. En octobre 2009, s'est officiellement créé un réseau des centres régionaux de l'information géographique (CRIGE), en partenariat avec l'Afigeo et à l'initiative de la chambre de commerce et

Dynamiques régionales et recherche...

L'une des trois tables rondes organisées cette année, portait sur le rapport entre les dynamiques régionales et le monde de l'enseignement et de la recherche. Ce dernier est un partenaire un peu particulier, sans argent, qui signe des accords de confidentialité, mais qui forme aussi les futurs géomaticiens. Au-delà de quelques expériences réussies (fourniture de données, accueil de stagiaires...), c'est avant tout le manque de communication entre les deux mondes qui a été souligné.

d'industrie (CCI) du Gers chargée de la préfiguration d'une structure en Midi-Pyrénées (baptisée désormais CRIGEOS). Neuf réunions et 51 documents plus tard, une véritable intelligence collective des IDG émerge, même si beaucoup de questions restent ouvertes.

Quelle structure ?

C'est sur ce point que les présentations et les discussions ont été les plus approfondies, au-delà du particularisme inhérent à chaque situation locale. Michel Debord, consultant à la CCI du Gers a présenté les résultats de son étude sur les différentes formes juridiques possibles, leurs avantages et leurs inconvénients. Si le portage par une structure existante permet un démarrage rapide et de s'appuyer sur des compétences ainsi que sur une image déjà installée, il risque de mettre le projet d'IDG sous tutelle, de le rendre dépendant d'une structure sur laquelle les partenaires peuvent avoir des avis divergents. Pourtant, la PPIGE du Nord-Pas-de-Calais (qui s'appuie sur l'établissement public foncier), GéoCentre (qui s'appuie sur le GIP RECIA), GéoBourgogne (GIP e-Bourgogne), le CRAIG auvergnat (intégré jusqu'à présent à l'ENITA) sont quelques exemples où ce portage est plutôt vécu positivement. Les simples conventions de partenariat (comme celle pratiquée en Alsace avec Cigal), sans existence juridique propre, offrent une grande liberté dans les termes du partenariat. Mais, sans autonomie financière, toutes les décisions doivent recueillir l'assentiment de l'ensemble des membres, et un seul peut mettre à mal le partenariat. La structure associative (qui est celle du CRIGE PACA et de SIG LR par exemple) offre une bonne souplesse de gestion et reste facile à créer. Mais elle peut présenter une instabilité juridique due à la légèreté du lien entre les partenaires, et la responsabilité des

À cette occasion, le dispositif GEOSUD, mené par l'UMR Tetis à la Maison de la télédétection à Montpellier a été présenté. Une couverture complète de la France en images satellitaires (résolution de 10 m ou inférieure) est en cours d'acquisition, à laquelle toutes les IDG pourront accéder gratuitement. Une initiative qui devrait permettre aux structures publiques de mieux exploiter une source de données encore largement méconnue.

► Plus d'informations sur le projet GEOSUD <http://www.teledetection.fr/projet-geosud.html>

dirigeants vis-à-vis des tiers peut être engagée. C'est manifestement le groupement d'intérêt public (GIP) qui intéresse le plus le futur CRIGEOS. Il permet d'intégrer des acteurs publics et privés, de recevoir du personnel mis à disposition par d'autres structures. Il dispose d'un budget propre, il peut engager du personnel (soit sous contrat de type public, soit privé, avec des CDI possibles... mais la gestion peut être un peu complexe), passer des contrats, des marchés et vendre des produits. Il bénéficie d'une autonomie juridique, financière et de la caution de la puissance publique (les engagements financiers étant contractualisés, ils sont garantis). Non assujéti à la TVA, il limite la responsabilité financière de ses membres, qui ne sont responsables qu'à proportion de leurs droits statutaires. Cependant, étant sans but lucratif, il n'est pas adapté à la gestion d'activités rentables. Il ne donne pas lieu à la réalisation ni au partage de bénéfices. Seul le bonus de liquidation qui peut se dégager lors de sa dissolution peut être réparti. Son plus gros désavantage, et qui fait sans doute qu'aucune IDG n'a, à ce jour, choisi cette forme juridique si ce n'est en se raccrochant à un GIP préexistant, est la lourdeur de sa gestion et de sa création. Mais sur ce point, les nouvelles apportées par Didier Fournier, directeur du GIP RECIA qui accueille GéoCentre, sont plutôt rassurantes. En effet, alors que le GIP TIC, fort attendu il y a quatre ans, n'a jamais vraiment vu le jour, un nouveau type de GIP a été créé par décret en décembre 2008 : le GIP régional aménagement du territoire. "Lorsque la zone géographique couverte par le groupement n'excède pas le territoire d'une région, les ministres peuvent déléguer leur pouvoir au préfet de région notamment pour approuver la convention constitutive", dit le décret. Ainsi, plus



Le nouveau site du CRIGE PACA, reprend l'ensemble des rubriques "obligées" d'un site d'IDG. (www.crig-paca.org)

besoin de passer en Conseil des ministres pour créer le GIP, qui sera alors mis en place sous la responsabilité du préfet, généralement bien au courant (et porteur) de l'IDG. Pour faciliter la gestion, Didier Fournier recommande également de prévoir des adhésions à plusieurs niveaux, créant ainsi des collègues correspondants aux fonctions de conseil d'administration, de comité de pilotage, de comité technique, etc. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il souhaite faire évoluer le GIP RECIA. Si le CRIGEOS envisage de s'appuyer sur une structure existante en phase d'implémentation, il vise à terme la création d'un GIP. Une analyse sans doute partagée par le CRAIG auvergnat, qui, après s'être appuyé pendant de longues années sur l'ENITA de Clermont-Ferrand (structure d'enseignement agricole devenue aujourd'hui VetAgroSup), devrait créer son propre GIP dès janvier 2011. Parmi les dernières recommandations de Didier Fournier, citons l'intégration d'un volume suffisant d'activités afin que les gains de mutualisation soient supérieurs aux coûts fixes de la structure.

Quel site Internet ?

Les plates-formes Web sont un élément essentiel pour les structures porteuses d'IDG régionales. Sans site Web, elles n'auraient pas de visibilité. Alors que les sites et les outils se multiplient, Christophe Nicolle, co-animateur de GéoPAL (Pays de la Loire), a présenté les grandes lignes de l'organisation fonctionnelle des plates-formes Web, à la suite de l'étude menée dans le cadre du réseau des CRIGE. Trois grandes parties doivent être présentes. Tout d'abord, un site éditorial, qui présente le programme et son avancement, et mise principalement sur la syndication de contenus (nouvelles du secteur, informations officielles...). Ensuite, la plate-forme de services géographiques proprement dite : catalogage, visualisation, diffusion (téléchargement), hébergement éventuel, cartotheque, administration (aide au chargement de données et de métadonnées). Vient enfin un espace de collaboration, qui présente le fonds documentaire, l'agenda, des forums et des sous-espaces dédiés aux différents groupes de travail thématiques. L'articulation entre les modules ouverts à tous et ceux restreints aux seuls ayants droit de l'IDG varie selon les régions. Pour Christophe Nicolle, l'un des points les plus délicats reste l'articulation avec les autres plates-formes Web départementales, afin de valoriser au mieux la complémentarité et l'enrichissement mutuel, tout en évitant les doubles saisies et la compétition. Côté outils, Catherine Chamard-Bois, également co-animatrice de GÉOPAL au titre des services de l'État et Clément Jaquemet de la mission information géographique du MEEDDM, ont présenté la nouvelle version de Prodigé, financée par la MIG (mission information >>

Vie des institutions

► INSPIRE : la France se prend une prune !

Parce qu'elle a trop tardé à transposer la directive européenne en droit national, la France (tout comme Chypre, la Finlande, la Grèce et le Luxembourg) va devoir payer une amende de quelques millions d'euros à l'Union européenne. Espérons que cette mise à l'index va accélérer la transposition (qui aurait dû être effective au 15 mai 2009) et la publication des différents décrets, qui semblent avoir bien du mal à trouver le bon cadre légal.

► L'IFN intègre l'IGN

Par décision du comité de modernisation des politiques publiques du 30 juin, l'Inventaire forestier national (IFN), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, sera intégré à l'IGN d'ici janvier 2012. L'IFN emploie aujourd'hui 190 agents qui travaillent essentiellement à l'évaluation de la ressource forestière nationale. Voilà déjà plusieurs années que les deux établissements avaient effectué des rapprochements liés à leurs compétences en photo-interprétation et en cartographie, notamment dernièrement pour la création d'un "masque vert" dans la composante topographique du RGE. Le nouveau contrat d'objectifs et de performances de l'IGN ne prendra en compte que le périmètre actuel de l'institut afin de ne pas retarder sa validation, attendue à l'heure où nous écrivons.

► Jean-Philippe Grelot revient à l'IGN

Le 1^{er} octobre prochain, Jean-Philippe Grelot sera le nouveau directeur général adjoint de l'IGN, en remplacement de François Brun, parti à la retraite. Après avoir occupé différents postes à l'institut (production, développement puis direction commerciale à partir de 1988), Jean-Philippe Grelot avait rejoint le secrétariat général de la Défense nationale (SGDN, devenu récemment SGDSN) depuis 2000.

► Le CRAIG encourage OpenStreetMap

Le centre régional auvergnat d'information géographique (CRAIG) met désormais à la disposition des contributeurs OpenStreetMap (OSM) ses nouvelles orthophotographies de l'Allier et du Puy-de-Dôme (30 cm de résolution) avec des zooms sur Montluçon, Moulins et Vichy (15 cm de résolution). Un flux WMS a été mis en place pour faciliter leur utilisation avec les outils d'édition d'OSM à l'adresse <http://wms.craig.fr/osm>. Le Cantal et la Haute-Loire devraient être disponibles dès le début 2011.

GÉOCENTRE

Après une étude, menée en 2008, pour évaluer l'opportunité de créer une plate-forme régionale, l'année 2009 a été consacrée à la mise en place d'un réseau d'acteurs et au lancement des premières actions. Au-delà d'objectifs désormais "classiques" (économies d'échelles, optimisation des dépenses, animation et coordination d'une IDG régionale grâce à un réseau d'acteurs clairement identifié, soutien à la mise en place de la directive INSPIRE...), GéoCentre doit faire face à une situation très hétérogène, certains départements étant bien avancés en termes de SIG (le Loiret par exemple), d'autres beaucoup moins. Un peu plus d'un million d'euros ont été investis par la Région et l'État pour l'acquisition de référentiels (les Scan 25, la BD Adresse, la

BD Carto, une orthophotographie, le soutien à la numérisation du cadastre) et le financement d'un chef de projet. GéoCentre, qui s'appuie sur le GIP RECIA dédié aux TIC s'est également engagé, d'ici fin 2010, à disposer d'un catalogue de données correspondant aux annexes 1 et 2 d'INSPIRE. Deux groupes de travail ont été créés, l'un sur la directive et l'autre sur la numérisation des plans locaux d'urbanisme. Côté outils, Prodigé et Geosource sont en cours d'installation. Notons que François Bonneau, le président du conseil régional est venu ouvrir ces cinquièmes rencontres des dynamiques régionales en personne, signe que l'initiative bénéficie d'un réel soutien politique.

▶ géographique) et utilisée par les régions Rhône-Alpes, Haute-Normandie, Poitou-Charentes et Pays-de-la-Loire. Plus modulaire, intégrant GéoSource V2 (saisie et gestion de métadonnées) et Carmen V1.6 (consultation cartographique), elle est diffusée en open source sur la forge de l'Addulact. L'heure n'est plus au débat sur l'imposition d'une plate-forme issue des services de l'État, mais plutôt à une réelle intégration des collectivités dans le comité de pilotage de la quatrième version, qui devrait commencer son travail de spécifications dès cet automne. Mais d'autres outils sont disponibles et des entreprises comme GeoSignal ou ESRI, sponsors de la manifestation, proposent des plates-formes ou des services dédiés

aux IDG. D'ailleurs, début juin, les regards étaient tournés vers le CRIGE PACA, dont on attendait l'ouverture du nouveau site Internet, développé par GeoSignal.

Les IDG : un poids économique non négligeable

L'enquête menée auprès de treize plates-formes du réseau des CRIGE, présentée par Cédric Ansard de GéoPicardie, montre que pas moins de 22 millions d'euros de données mutualisées ont été acquises par les IDG. Les budgets mobilisés pour ces acquisitions sont le plus souvent inscrits dans les contrats de projets État-Régions 2007/2013, mais bénéficient également de fonds FEDER. Enfin, les départements et agglomérations peuvent être associés.

85% des IDG ont acquis un référentiel orthophotographique, avec une résolution de plus en plus fine au cours des années. Même si quelques IDG ont fait l'acquisition de la BD parcellaire, elles soutiennent le plus souvent le PCI vecteur. Les Scan 25 apparaissent comme un classique incontournable (présent chez 75 % des IDG enquêtées), alors que

la BD Carto est peu à peu abandonnée et que la BD Topo reste rare ("trop chère ?" s'interroge Cédric Ansard). Les IDG s'intéressent de très près aux bases de données adresses et sont par exemple venues nombreuses lors de l'atelier du 18 janvier dernier (voir le compte-rendu dans SIG La Lettre n°114 de février 2010). Enfin, quelques occupations de sol à échelle régionale ont été financées.

Grâce à un programme mêlant habilement débats, présentations et échanges plus informels, une véritable communauté des animateurs d'IDG régionales est en train d'émerger, qui prend conscience de ses forces (son poids économique), tout en travaillant collectivement à l'analyse de ses faiblesses sans jamais renoncer à défendre les particularismes locaux. Il est désormais bien clair que le succès de la directive INSPIRE passera par ces structures. ■

▶ Les présentations et comptes-rendus sont en ligne sur le site de l'Afigéo : www.afigeo.asso.fr

EN BREF

Vie des institutions

▶ Nouveau master professionnel en géomarketing

L'université Paris XII ouvre un nouveau master professionnel en géomarketing et stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques. Proposé sous forme de formation en alternance (quatre jours en entreprise et une journée de cours par semaine), ce nouveau master devrait permettre aux étudiants de s'insérer rapidement dans le monde du travail. Cette formation bénéficie du soutien très actif de GeoConcept qui fournira ses logiciels pour les travaux pratiques et dont certains collaborateurs (Christine Daniaud-Galet et Albert Da Silva Pires) assureront une partie des cours sur les SIG.

▶ Géonavigateur très officiel

La commission générale de terminologie et de néologie a finalement opté au début de l'été pour le terme "géonavigateur". Il désigne les systèmes d'aide au déplacement individuel ou à la conduite de véhicules, qui utilisent les indications de géolocalisation par satellite pour permettre le repérage et proposer un ou plusieurs itinéraires. Fini les GPS (quand le terme est utilisé abusivement), les PND, les systèmes de navigation embarqués et autres assistants de navigation...



Finis de parler de son TomTom, voici le géonavigateur

AFIGÉO

Assemblée générale

L'association française pour l'information géographique (Afigéo) a tenu son assemblée générale annuelle dans les locaux de Bentley France, à La Défense, le 15 juin dernier. L'occasion de revenir sur les activités d'une structure unique en France.

Par bien des aspects, l'association est de mieux en mieux reconnue par les pouvoirs publics. Elle participe à certains programmes européens, son secrétaire général préside un groupe de travail de l'AFNOR sur les réseaux enterrés, elle est sollicitée pour alimenter le livre blanc sur la recherche en information géographique, elle a rencontré Valérie Péresse pour l'alerter sur les dérives du concours d'ingénieur territorial, etc.

Pourtant, elle reste fragile, "nomade et dépendante de nos adhérents" comme l'a rappelé son président, le député Dominique Caillaud, en introduction de l'assemblée générale. En effet, malgré ses 180 adhérents en 2009 (un record historique) et un résultat positif de quelques milliers d'euros, elle va devoir se trouver de nouveaux locaux avant la fin de l'année, elle finance avec peine ses deux permanents (Élise Ladurelle et Lucie Fourcin) et repose en grande partie sur le bénévolat de ses membres ainsi que de son secrétaire général.

L'association ne manque cependant ni d'idées, ni de projets pour l'année 2010, déjà largement entamée. Au rang des actions déjà réalisées, notons l'actualisation du guide des bonnes pratiques, la refonte



du site Internet, le lancement du wiki sur les géoformations en partenariat avec GeoRezo, l'utilisation de nouveaux logos, l'organisation des rencontres des dynamiques régionales unanimement saluée, l'animation d'un groupe de travail sur les standards OGC, d'un autre sur l'adresse, la participation à de nombreux séminaires et colloques. Dans la besace des projets pour la fin de l'année, on trouve la refonte de l'annuaire des géo-entreprises en partenariat avec GeoRezo et SIG la Lettre, une offre de formation à ses membres (aux marchés publics, aux outils de collaboration, aux relations presse...), une conférence de presse pour faire le point sur la rentrée en termes de formation et d'emploi, l'organisation (ou la co-organisation) de séminaires sur l'information géographique dans la réforme de la coopération technique de l'Union européenne (le 16 septembre) ainsi qu'une rencontre sur l'information géographique au service de l'aménagement de la ville et des territoires en Méditerranée (fin novembre 2010).

Profitons enfin de cet article pour saluer l'arrivée de Blandine Dewynter au secrétariat de l'association, en remplacement temporaire d'Élise Ladurelle, actuellement en congés maternité et qui a accouché le 7 juillet dernier d'une petite Louise.